

La grande crise **Une décennie de misère et de rêves brisés**

Suzanne Clavette

Numéro 41, printemps 1995

Dix rendez-vous avec notre histoire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/8701ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Clavette, S. (1995). La grande crise : une décennie de misère et de rêves brisés. *Cap-aux-Diamants*, (41), 44–50.



LA GRANDE CRISE

UNE DÉCENNIE DE MISÈRES ET DE RÊVES BRISÉS

L'effondrement des cours de la Bourse, le chômage massif, les familles ruinées, le secours direct... Une décennie de misères et de rêves brisés.

par Suzanne Clavette

LA CRISE A FRAPPÉ LE QUÉBEC DE PLEIN FOUET. Les années 1920 n'en laissaient rien présager, malgré quelques faiblesses sérieuses au plan socio-économique. Le choc n'en sera que plus terrible. Menacée dans ses fondements mêmes par le chômage massif des travailleurs francophones, la pyramide sociale québécoise risque de s'écrouler. D'autant plus que son élite, dépourvue devant l'invasion des monopoles américains et le déplacement vers l'Ouest des lieux de pouvoir, tarde à réaliser les dangers qui la guettent. Mais avant le fameux krach, qu'en était-il?

Des années folles d'espoir!

Malgré les difficultés consécutives à la Première Guerre mondiale, le Canada vit des heures de prospérité, notamment depuis 1925. Les culti-

vateurs de l'Ouest, nouvellement outillés, produisent de plus en plus de blé. Au Centre, l'industrialisation fondée sur l'hydro-électricité, les pâtes et papiers et les minerais donne lieu à de vastes projets. L'attention des Québécois est attirée par les grandes réalisations des magnats américains dont CIP à Trois-Rivières ou Price à Arvida. Des villes nouvelles surgissent. Signe de cette prospérité, le port de Montréal bat tous les records. La généralisation de l'automobile et de la radio, l'installation des tramways électriques et l'apparition de nombreuses salles de cinéma font croire à un avenir meilleur.

Un Québec déjà hypothéqué

Derrière ce mirage de croissance perpétuelle se cachent des réalités moins heureuses. Le fait qui illustre le mieux les difficultés industrielles et agricoles du Québec est, sans nul doute, l'exode des Canadiens français vers les États-Unis. Près du quart de la population de la province a été attiré par les manufactures de la Nouvelle-Angleterre depuis la Confédération. Cette émigration connaît une recrudescence au cours des années 1920: 130 000 personnes partent alors pour les États-Unis.

«Le marché Bonsecours devant l'Hôtel de Ville». Entre 1929 et 1932 les prix des produits agricoles ont chuté de 60 pour cent en moyenne. Photo: «Standard», le 22 octobre 1932. (Archives de la ville de Montréal).

Au même moment, l'agriculture québécoise connaît des ratés. Finies les belles années vécues durant la guerre grâce à l'exportation de nos produits laitiers en Europe, de notre beurre et de notre fromage. Les nouvelles barrières douanières ferment ce marché, alors que le cultivateur d'ici subit la concurrence de l'Ontario et doit assumer les coûts élevés de la mécanisation agricole. Souvent incapable de trouver le crédit dont il a besoin, il est de plus à la merci des monopoles, d'un côté, fournisseurs d'engrais et de machineries et, de l'autre, acheteurs des produits de la ferme. Le problème est tel que l'on assiste même à une grève des producteurs laitiers de Montréal quelques semaines avant le «jeudi noir».

Du côté industriel, la reprise semble prometteuse. Mais l'économie de la «belle province» demeure tributaire de l'exploitation intensive de ressources naturelles souvent non transformées avant exportation, de même que de ses industries traditionnelles, le cuir et le textile. L'Ontario, par contre, concentre ses activités dans la fabrication d'automobiles, d'outils et d'appareils ménagers, tous produits d'avenir!

Déclin d'une élite

Ce déclasserment du Québec par sa voisine s'explique aussi par la perte de terrain de l'élite anglo-protestante de Montréal qui, pourtant, avait contrôlé l'économie canadienne depuis la Conquête.

Fidèle à l'Angleterre, grande inspiratrice de la *National Policy*, très influente au sein du Parti conservateur, propriétaire, entre autres, de la première banque du pays (la Banque de Montréal) et du Canadien Pacifique, l'élite anglo-montréalaise voit l'espoir d'un monopole ferroviaire disparaître avec la création du Canadien National par Ottawa en 1922. Le financement de ce réseau public de chemin de fer par la Banque de commerce de Toronto ébranle aussi l'assise financière du groupe de Montréal. Pour certains, c'est là le début de l'exode des entreprises montrealaises. Ce mouvement devient particulièrement évident lorsque l'élite anglo-protestante néglige d'investir dans le développement minier de l'Abitibi. Les profits engendrés par ces riches mines prennent alors la direction de Toronto. Un autre dur coup lui est porté lorsque la Banque de Montréal, depuis toujours principale créancière du gouvernement fédéral, voit naître la Banque centrale du Canada en 1932. En plus d'avoir perdu son rôle politique avec l'arrivée au pouvoir des libéraux, voilà son influence économique sapée. Dorénavant, c'est à Toronto que se feront les grandes affaires! D'autant plus que la Bourse de Toronto déclassera bientôt celle de Montréal. Mais auparavant, il y aura eu la Dépression et son impact foudroyant.

Le krach

La chute vertigineuse des valeurs boursières américaines, le jeudi 29 octobre 1929, s'accompagne d'une panique qui s'étend rapidement au monde entier. Elle met en lumière la surproduction, les abus de la spéculation et les achats à découvert des milieux financiers et d'affaires. En un instant, tout leur bel édifice s'écroule.

Depuis 1925 le Canada vit des heures de prospérité. À cette époque le port de Montréal bat tous les records. Photo: Ville de Montréal. Section de la photographie. (Archives de la Ville de Montréal).



À la Bourse de Montréal, alors première en importance au Canada, c'est le lendemain seulement que la soixantaine de membres de ce club sélect réalisent l'ampleur du désastre. Le mouvement de revente n'est pas assez rapide et, au début de la semaine suivante, c'est la dégringolade. Les petits investisseurs perdent tout et à la mi-novembre, moment de la dernière secousse brutale, même de grosses fortunes sont anéanties. Des suicides s'ensuivent. Mais pour ceux qui ont encore de l'argent, c'est l'occasion de réaliser de bonnes affaires. Car dans un contexte comme celui-là, «on peut tout acheter pour presque rien». En fait, la Crise est le moment d'une plus grande concentration des richesses et du capital: l'heure est aux grands monopoles! Cependant, pour toute l'élite anglo-protestante du «Golden Square Mile», finis les bals somptueux et les grandes réceptions. Devant le malheur

«Aumônier et dirigeants de l'Union catholique des cultivateurs le 24 juillet 1929». Depuis quelques années l'agriculture québécoise connaît des ratés. Fondée en 1924, l'UCC ne réussit à s'incorporer en vertu de la Loi des compagnies qu'en 1929. Cette même année, «La Terre de Chez Nous» publie une série de cours à domicile faisant la promotion des caisses populaires, des coopératives et de la modernisation des équipements de la ferme. (Archives de l'Union des producteurs agricoles).

Pendant ces années difficiles, les femmes devront tout faire à la maison et surtout récupérer comme la fameuse «défaite», une laine provenant de vieux vêtements qu'on défait pour la filer de nouveau. Carte postale PECO, Ottawa, vers 1930.

(Coll. Yves Beauregard).

généralisé et l'effondrement de l'économie, le style ostentatoire n'est plus de mise.

Des prix dérisoires mais des greniers pleins!

Le Canada, alors très grand exportateur de matières premières, est durement touché par la Dépression. Le blé, qui constitue le tiers de ses exportations, ne se vend plus. En l'espace de quatre ans, son prix s'effondre. Du jamais vu! Le

et miniers, la valeur de la production baisse de moitié. La chute est encore plus forte dans l'industrie du sciage et l'industrie lourde. Tributaire de cette dernière et du transport ferroviaire, Montréal est grandement touchée. Seule s'y maintient l'industrie légère, notamment le textile et le vêtement.

«Plus de travail!»

Pendant qu'à l'Ouest les greniers à blé sont pleins à craquer, les usines de l'Est se vident. Avec la baisse spectaculaire des prix, de la consommation et de la production, les licenciements massifs commencent. Les travailleurs sont mis à pied à raison de 25 pour cent dans les manufactures, de 40 pour cent dans les usines de pâtes et papiers, de 50 pour cent dans l'industrie lourde et même de 70 pour cent dans celle du sciage. Dans l'ensemble du Québec, on s'approche d'un taux officiel de chômage de 30 pour cent en 1933, année la plus dure de cette longue récession. La misère se répand à une vitesse foudroyante dans la population urbaine maintenant majoritaire.

Initialement, le chômage frappe surtout au bas de l'échelle sociale; il touche d'abord les travailleurs non qualifiés, où se retrouvent un très grand nombre de Canadiens français. Notre élite, nombreuse parmi les professions libérales, subit des pertes dans les maisons de courtage, se retrouve devant des clients en difficulté financière ou encore devant des chômeurs incapables d'acquitter leurs frais de logement. S'enclenche alors un mouvement en spirale apparemment sans fin qui menace d'entraîner tout un chacun au bas de l'échelle sociale. Ainsi, la pyramide sociale québécoise, en plus d'être atteinte à sa base, risque de se lézarder verticalement selon sa division ethnique.

Dans ce contexte, les citadins qui ont pu garder leur emploi s'estiment chanceux même si leurs salaires baissent et que plusieurs sont touchés par le «temps court». Finies les nombreuses grèves de la décennie précédente; pas question de cesser de travailler quand le chômage règne et que la misère rôde. Dans le Québec rural, c'est une toute autre histoire!

«Plus d'argent!»

Le premier malheur qui frappe nos campagnes est la chute généralisée des prix. Certains se souviennent d'avoir vendu leurs pommes de terre, dont le prix habituel était de 4\$ le baril, à 10 cents seulement! D'autres se rappellent avoir vendu leurs œufs au marché à un cent l'unité. Le manque d'argent, pour ne pas dire son absence quasi totale, constitue le problème majeur du monde agricole durant la Dépression. Ainsi, on estime qu'entre 1929 et 1932 les prix des produits agricoles ont fléchi de 60 pour cent en moyenne.



Pour ces familles ruinées et pour bien d'autres qui ont un urgent besoin d'argent, la seule avenue c'est l'exode du père vers le chantier forestier. On y travaille d'une noirceur à l'autre pour un dollar. Photographie de l'Office de Publicité.

(Coll. Yves Beauregard).

protectionnisme américain et les calamités naturelles viennent aggraver la misère des agriculteurs de l'Ouest. Dès 1933, les exportations canadiennes, le PNB et le revenu annuel moyen des Canadiens sont tombés de moitié. Principal exportateur mondial de pâtes et papiers, le Canada voit l'ensemble de son économie périliter. Le Québec, qui assume la majeure partie de ce type de production, en sera particulièrement affecté. Dans ses secteurs manufacturiers

Mais du côté des biens nécessaires à la production, la diminution n'est que du tiers ou moins! Les cultivateurs n'ont plus d'argent et il devient de plus en plus difficile de produire car les coûts sont trop élevés. On retourne donc à l'agriculture de subsistance. Les femmes devront tout faire à la maison et surtout tout récupérer, comme ce fameux «défaitte», une laine provenant de vieux vêtements et filée à nouveau...

Le troc se généralise. Les plus touchés sont les gens de métier (ferblantiers, forgerons, etc.) qui doivent maintenant échanger leurs produits ou services contre des biens de la terre. Tous envient les salariés; tels les employés du chemin de fer qui perçoivent un revenu régulier!

Pour ceux qui ont des dettes, le malheur est encore plus grand. Comme les prix ont terriblement baissé, il faut travailler deux à trois fois plus pour arriver à rembourser des emprunts dont le montant, lui, n'a pas bougé! La fermeture du marché américain aux exportations de volailles, de bétail et de produits laitiers, dès juin 1930, rend la chose encore plus difficile. Si le cultivateur fait face à un créancier sans scrupule, il risque de tout perdre! L'image la plus prenante du drame qui se joue dans nos campagnes est celle du départ de familles nombreuses incapables d'effectuer leurs paiements hypothécaires. Combien ont vu partir leurs voisins dans une simple charrette tirée par une maigre jument, où s'entassaient les quelques meubles, les huit à dix enfants, le père et la mère?

Pour ces familles ruinées et pour bien d'autres qui ont un urgent besoin d'argent, la seule avenue c'est le départ du père vers le chantier forestier. Mais les salaires ont là aussi été réduits. On y travaille d'une noirceur à l'autre pour «une piastre par jour». Pire encore est la situation des bûcherons payés «à la corde». Les mesureurs de bois embauchés par les grandes compagnies forestières ne sont pas toujours honnêtes. On a vu certaines compagnies payer 15 000 cordes mais en revendre aussitôt 20 000!

La misère noire

Les chômeurs des villes se retrouvent dans la misère complète. Après s'être rendus tôt chaque matin, avec sa seule boîte à lunch en main, devant des portes d'usines affichant «No man wanted» et après avoir vainement fait le pied de grue dans des files d'attente interminables, les sans-travail devront se résoudre à l'inévitable: l'humiliation de quémander de l'aide. Le premier recours, c'est la famille. Quelques chanceux pourront retourner vivre chez leurs parents mais la plupart n'auront d'autres choix que de s'adresser aux organismes de bienfaisance.

Le règne de la charité

Au moment du krach, seule l'indigence reconnue en vertu de la loi d'assistance publique de 1921 et donne droit à de l'aide. Billet médical, attestations diverses et enquête sur sa moralité, voilà ce qui attend tout chômeur. S'il est catholique et

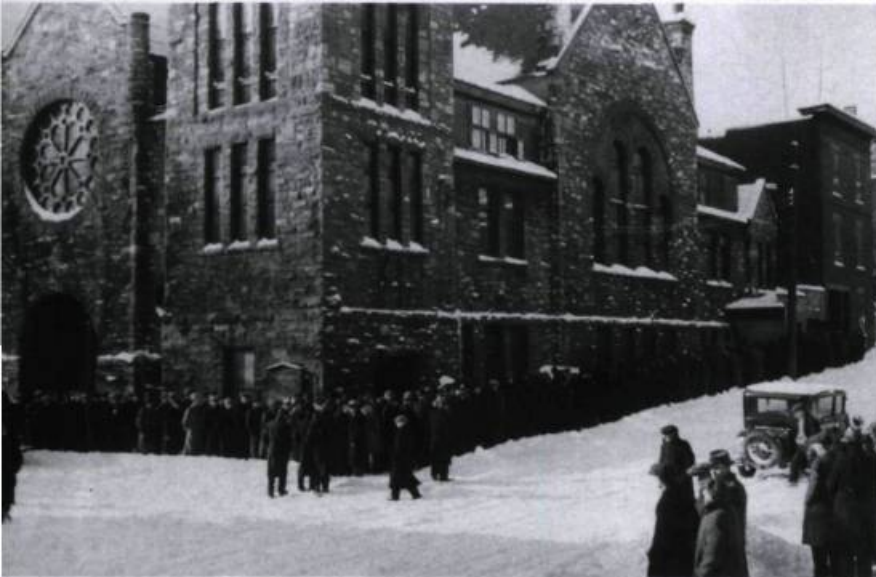
Scène de travaux publics pour réduire le chômage à Lachine le 1^{er} juin 1938. (Fonds Conrad Poirier. Archives nationales du Québec à Montréal).



bon pratiquant, la Société Saint-Vincent-de-Paul (SSVP) lui accordera des «bons» de nourriture que sa femme ira chercher à la noirceur venue. Les aliments sont du genre: «pattes de cochon, lard salé, pois et fèves à la livre, farine de sarazin [sic], pommes de terre et légumes de la province». On n'obtient rien pour le logement, le chauffage, l'habillement, etc. On s'éclaire avec

La Crise entraîne la faillite de milliers de commerces comme Myrand et Pouliot à Québec en 1933. Photographie de W.B. Edwards. (Archives nationales du Canada, PA-1333 72).

des lampes, des bougies même, et on chauffe au bois. Lorsque la nourriture manque en fin de mois, on n'a plus que la longue file d'attente pour obtenir la vertement condamnée «sandwich à la sousashe».



Des milliers de chômeurs et de miséreux sont obligés d'attendre des heures sur les trottoirs afin de trouver un peu de nourriture et un gîte au refuge Meurling ou à la Old Brewery Mission. (Archives de la ville de Montréal; Fonds Conrad Poirier; Archives nationales du Québec à Montréal).

Mais très tôt, les associations charitables sont débordées. Les municipalités les plus touchées auront beau entreprendre des travaux publics de dernière minute pour faire travailler les chômeurs, elles ne pourront faire face à la demande. À Verdun, on se rend même faire la file devant la cour municipale, dès 18 heures, pour obtenir du travail le lendemain. L'ampleur du chômage est telle que les gouvernements supérieurs doivent intervenir dès novembre 1930.

Secours direct et travaux obligatoires

Le secours direct est alors institué d'urgence par le gouvernement fédéral, mais de façon temporaire, en vertu d'un programme à frais partagés avec les provinces et les municipalités. Au Québec, les associations de bienfaisance continuent cependant de distribuer toute l'aide. Les municipalités devront, en défrayant 50 pour cent des coûts, faire travailler les chômeurs. Dans les villes où le taux de personnes secourues grimpe en flèche, ce régime est très difficile à maintenir. D'autant plus que les chômeurs ainsi regroupés peuvent facilement s'organiser, voire même faire des grèves! Par leurs actions, ils obtiendront d'ailleurs en 1932, avec l'appui de propriétaires désireux de se faire payer, des allocations pour le loyer. Dénonçant le régime discriminatoire des associations charitables (le franco-catholique recevait moins que l'anglo-catholique qui, lui-même, recevait moins que le protestant!) de même que les fraudes commises dans certaines conférences de la SSVP, ils obtiendront la prise en charge, par la ville, de la distribution de l'aide. À plusieurs endroits, des commissions municipales sont ainsi créées en 1933. Mais, en même temps, une trentaine de villes en difficulté sont placées sous tutelle.

Halte-là!

Devant la misère généralisée et la colère qui gronde, de nouvelles mesures d'urgence s'imposent. On cesse les travaux publics jugés trop coûteux. En 1932 également, le fédéral «parque» les célibataires sans-emploi dans des camps de travail dirigés par des militaires, comme à Valcartier près de Québec. Tous vêtus de vert kaki grâce aux vieux uniformes de la Première Guerre, ils doivent y travailler pour aussi peu que vingt cents par jour. La nourriture y est si pauvre qu'on estime que la moitié de ces «salaires» retournent à la cantine. Pas étonnant que plusieurs s'enfuient et continuent de «jumper les trains»... Pour sortir les chômeurs des villes, on institue des programmes de colonisation. Entourée d'une vaste propagande, il semble que l'opération soit peu concluante puisque, selon Raoul Blanchard, deux tiers des nouveaux colons abandonnent après quelques années. Tous ces moyens contribuent à diminuer les dangers d'explosion sociale... N'empêche que les militants de gauche ont là un terrain favorable.

Des idées qui font peur!

Ce sont eux qui aident les victimes de la Dépression à «raccorder» leur électricité, qui participent en masse à des ventes aux enchères lors des saisies, qui rachètent les biens à un cent et les leur remettent tout en menaçant d'un bain d'eau froide tout acheteur récalcitrant. Dans certains quartiers, ils organisent des associations de soli-

darité. Il n'y a plus seulement Albert Saint-Martin et l'Université ouvrière pour dénoncer les mauvais sandwiches, les évictions de locataires, les coupures de gaz et d'électricité. Maintenant, plusieurs professeurs de la digne Université McGill, dont Leonard C. Marsh et Frank R. Scott, ont délaissé les positions conservatrices de l'élite anglo-protestante pour prendre parti pour les démunis. Ainsi la Ligue de reconstruction sociale (1930) multiplie les conférences et les études auprès des milieux touchés. Tout comme la Canadian Commonwealth Federation (CCF), qui en est issue, elle revendique une planification économique, la socialisation des banques, la nationalisation de l'électricité et des transports en commun, une taxation progressive, des coopératives agricoles et de consommateurs, l'assurance-chômage, des programmes d'assurance-maladie et d'aide aux personnes âgées. Tenants de la révolution violente, les communistes moins nombreux sont tout de même actifs auprès des chômeurs, des bûcherons et de certains syndicats.

Le spectre communiste

Devant la propagation de ces idées radicales, l'Église organise une véritable campagne anti-communiste. Par le biais de l'École sociale populaire et avec l'aide d'étudiants, elle diffuse nombre de tracts dénonciateurs, multiplie les interventions partout où la gauche se trouve et organise même un congrès de 100 000 personnes à Montréal où l'on dénonce «la débauche anti-chrétienne». Cette véritable chasse aux sorcières conduira à l'adoption de la tristement célèbre «loi du Cadenas» par Duplessis en 1937. Contre les dangers du communisme et les abus du capitalisme, l'Église prône le corporatisme social comme voie mitoyenne. Mais où sont donc nos intellectuels canadiens-français?

Un mouvement anti-trust

Déjà Léon Gérin, Errol Bouchette et Olivar Asselin avaient dénoncé l'infériorité économique des Canadiens français. Cependant avec la Crise, le phénomène est plus gravement ressenti. Dans *Pour une doctrine* (1931), Édouard Montpetit remplace le mot d'ordre de naguère, «Emparons-nous du sol!», par la question «Nous sommes-nous emparés de l'industrie?» Toutefois la goutte qui fit déborder le vase fut la nomination d'un anglophone au Bureau des douanes de Montréal. Le cri d'alarme est lancé par le *Manifeste des Jeunes-Canada* (1932): «Les Canadiens français sont en train de devenir chez eux un vaste peuple de prolétaires.» Lors d'assemblées tumultueuses, ces jeunes s'insurgent contre le statut de seconde classe du français dans l'appareil fédéral, dans l'industrie et le commerce. Ils dénoncent l'ostracisme des capitalistes étrangers à l'endroit de nos ingénieurs et techniciens, la

spoliation de nos richesses naturelles, la servilité des Canadiens français et même leur *inferiority complex*! La déclaration d'André Laurendeau selon laquelle tous les moyens sont bons dans la lutte contre les trusts, le vitriol si nécessaire (!), fait bondir le premier ministre Taschereau.

Saisie de publications communistes en 1938. (Fonds Conrad Poirier; Archives nationales du Québec à Montréal).



Ces vives protestations sont cautionnées par les célèbres études du docteur Philippe Hamel dénonçant *Le Trust de l'électricité*. La nouvelle revue *L'Action Nationale* publie dans ses pages le *Programme de restauration sociale* (n° 2) dans lequel les nationalistes laïcs font plus de place à la lutte contre les monopoles, aux réformes sociales et à l'assainissement des pratiques économiques et politiques qu'au corporatisme. L'unanimité dans cette lutte contre les «trusts anglais» permet la création d'un nouveau parti, l'Action libérale nationale (ALN), qui vient cou-

En 1936, l'Union nationale prend le pouvoir à Québec. L'année suivante, Duplessis fait voter la célèbre «loi du cadenas» qui interdit aux citoyens de se servir de leur résidence pour promouvoir le communisme et le bolchévisme. (Coll. Cap-aux-Diamants).

ronner cette vague de fond où la jeune élite sans avenir s'active en créant plusieurs mouvements et journaux. Le verdict final sur la condition des Canadiens français est rendu par Victor Barbeau dans *Mesure de notre taille* (1936): «La petite industrie? Elle est, malgré ce que nous coûtent les écoles techniques, inexistante. L'industrie moyenne? Dès qu'elle parvient à un certain état de prospérité, elle se vend à qui est prêt à la payer. La grande industrie? Elle ne nous appartient pas.» On ne saurait être plus clair.

La récupération duplessiste

Mais cette forte lame viendra se briser sur Duplessis et son Union nationale. Le plus important mouvement qui survivra est celui de l'«Achat chez nous» lancé par la SSJB, appuyé par l'Ordre de Jacques-Cartier et fortement teinté d'antisémitisme (sentiment qui hélas n'est pas exclusif aux fascistes d'Adrien Arcand dans ce Québec des années dures). Éliminant ses opposants originaires de l'ALN et reniant ses promesses électorales quant à la nationalisation de l'électricité, Duplessis, au pouvoir, obtient l'appui des cultivateurs grâce au crédit agricole. Il plaît à l'Église avec sa loi du Cadenas et rallie plusieurs nationalistes à cause de ses fulgurantes dénonciations des tentatives d'intrusion du fédéral dans le domaine social, de compétence provinciale.

Les chômeurs écopent

Avec la guerre qui pointe à l'horizon, les deux paliers de gouvernement s'entendent pour imposer des contraintes aux sans-emploi. À partir de 1937, les chômeurs devront travailler pour obtenir de l'aide. Les personnes jugées inaptes au travail seront retournées à un système qui s'apparente au règne de la charité. À Montréal, où il est impossible de faire travailler tous les bénéficiaires de secours, des restrictions permettront d'en éliminer plus du tiers. On vient là de créer la future et fâcheuse distinction entre assistés sociaux et chômeurs. En fait, c'est la guerre qui viendra régler le problème du chômage massif. En provoquant une relance de l'économie, elle mettra un terme à ces années de misère. ♦

P.S. Mes profonds remerciements aux témoins de l'époque qui m'ont si aimablement fait partager leurs souvenirs.

Suzanne Clavette est professeure d'histoire au Cégep Édouard-Montpetit et chargée de cours à l'Université du Québec à Montréal.

MUSEOCONSEIL
MUSÉOLOGIE ET GESTION DE COLLECTIONS

*Nous prenons le temps
de voir toute l'histoire
avec vous*

480, RICHELIEU
BUREAU 302
QUÉBEC
(QUÉBEC)
G1R 1K1
TÉLÉPHONE
418 648 8048
TÉLÉCOPIEUR
418 525 5228

Les Soeurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe



*une congrégation d'éducatrices
au service des jeunes
et de leurs familles*

805, rue Raymond, Saint-Hyacinthe, Qc, J2S 5T9
tél.: (514) 773-6067 téléc.: (514) 773-8044